

L'épisode du marché australien de sous-marins « perdu » par la France, la fin annoncée de l'opération Barkhane au Sahel, les coups d'État hostiles à la France au Mali et en Guinée, le sommet France-Afrique de Montpellier, le référendum imposé sous confinement en Kanaky, sont quelques événements récents remettant en lumière les divers aspects et les avatars de la politique impérialiste française. Cet article en dresse un panorama, dont l'héritage puise bel et bien à la longue tradition coloniale propre à la France.

Après 1945, l'impérialisme s'est structuré comme système mondial sous domination des États-Unis. Ainsi, et cela est vrai jusqu'à aujourd'hui, le capitalisme s'est donné un cadre d'action international, tant dans les principaux pays capitalistes que dans les pays soumis à la domination coloniale et impérialiste, notamment britannique, étatsunienne et française. Le nouveau rapport de forces révélait la faiblesse relative de l'impérialisme français qui, dès l'entre-deux guerres avait laissé la place dominante en Europe à la Grande Bretagne et à l'Allemagne.

Face à cet affaiblissement, les dirigeants politiques français ont essayé de restaurer l'Empire après 1945, de maintenir les « possessions » africaines et indochinoises, les départements dits « d'Outre-Mer », non seulement pour leur poids économique d'approvisionnement captif en matières premières et pour préserver les intérêts coloniaux sur place, mais aussi comme éléments d'une puissance politique et militaire internationale avec le déploiement des forces armées et le maintien de la puissance exportatrice du complexe militaro-industriel. La France a essayé, à plusieurs reprises, de maintenir la fiction d'un impérialisme indépendant. Ce fut évidemment la carte de visite du gaullisme, mais les sociaux-démocrates tentèrent de jouer la même partition, de même que Sarkozy et Macron aujourd'hui. Cette prétention s'est pourtant totalement dissipée avec la fin de l'URSS et la réunification de l'Allemagne. Aujourd'hui, les gouvernements français naviguent à vue entre la défense triviale des intérêts des entreprises françaises, la défense des intérêts de l'Union Européenne néolibérale par délégation, et la protection des dirigeants africains les plus dictatoriaux et corrompus auxquels ils se sont liés.

Un néocolonialisme français à dimensions multiples

Depuis les années 1960, la France aura tenté de sauvegarder un système néocolonial (en ayant « perdu » l'Algérie, l'Indochine et la gouvernance de la Syrie et du Liban) pour préserver notamment son pré-carré africain. Tout en concédant l'indépendance aux pays de l'ex-Afrique équatoriale française et de l'ex-Afrique occidentale française (AEF et AOF), les autorités françaises ont imposé des accords (dont plusieurs éléments perdurent aujourd'hui) limitant les prérogatives militaires, économiques, monétaires et diplomatiques de ces pays et ont engagé une guerre systématique contre les mouvements luttant pour une réelle indépendance : ainsi, contemporaine de la guerre d'Algérie, la guerre du Cameroun (la France ne reconnaît toujours pas sa responsabilité dans cette guerre coloniale) entre 1954 et 1964, aura fait 120 000 morts. La France et ses « services » auront perpétré, directement ou en les impulsant, les assassinats de nombreux dirigeants ou militants cherchant à construire une réelle indépendance nationale ou même seulement à remettre en cause l'allégeance à la France : Thomas Sankara au Burkina Faso, Félix Moumié et Ruben Um Nyobe dirigeants de l'UPC du Cameroun, Sylvanus Olympio au Togo, Mehdi Ben Barka au Maroc, Germain M'ba du Gabon, le Nigérien Hamani Diori, Eloi Machoro

L'impérialisme français : affaibli mais toujours

<https://www.contretemps.eu>

toxique

redaction

en Kanaky, et sans doute Barthélémy Boganda en Centrafrique... Et derrière ces noms, des centaines de milliers de morts. À Madagascar, en 1947, l'armée française fit près de 80 000 morts pour empêcher l'accès à l'indépendance, inaugurant les pratiques de la « guerre révolutionnaire » avec les tortures, les villages incendiés et l'assassinat de suspects jetés vivants des avions militaires pour terroriser la population. La complicité de l'impérialisme français avec le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994 est de plus en plus avérée, elle est pourtant niée par des hommes politiques français de droite comme de gauche, et Macron tente encore de l'atténuer.

Jusqu'à aujourd'hui, la France aura obtenu, de ses partenaires impérialistes, l'exclusivité de l'intervention militaire en Afrique de l'Ouest et Afrique subsaharienne, malgré une influence politique et économique qui s'est étiolée : en valeur, la France est devenue le troisième partenaire économique de l'Afrique après la Chine et l'Inde (ses principaux clients sont les pays du Maghreb). Malgré tout, le franc CFA, les Accords de partenariat économique (APE) entre l'UE et les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique), mis en place depuis les années 2000, l'accord africain global en cours de négociation, maintiennent économiquement des liens néocoloniaux entre les pays européens, notamment la France, et les pays du « Sud global ».

Les APE et d'autres accords globaux avec le continent africain, le Mercosur et les pays du Pacifique qui se mettent en place ces dernières années soumettent ces pays aux intérêts des grands groupes capitalistes, appliquant notamment les normes de l'OMC qui empêchent ces groupes d'être poursuivis pour non-respect de réglementations sociales locales.

Les APE, accord de libre-échange entre l'UE et les pays concernés, réduisent à néant les taxes des exportations européennes et détruisent les filières locales de productions agricoles concurrencés par les exportations européennes, souvent subventionnées. Près de 50 pays sont concernés par ces accords dénoncés depuis des années par les organisations paysannes, notamment Via Campesina et de nombreuses ONG.

« Nos » dirigeants se battent pour conserver un rôle éminent du capitalisme français dans le système financier, en consolidant à l'international les grandes banques françaises comme la BNP-Paribas, le Crédit Lyonnais, la Société générale, et en ayant souvent obtenu de diriger le FMI (rien que depuis les années 1990 : Michel Camdessus, Dominique Strauss-Kahn, Christine Lagarde). Ils ont aussi mis en place le très secret « Club de Paris », organisme international de gouvernance de la dette des États, informel mais presque incontournable, dont le secrétariat est situé à la Direction générale du trésor, à Bercy. Le Club de Paris a pour spécialité de soumettre les pays endettés aux diktats des pays riches dans une totale opacité, en blanchissant les dettes indignes et illégitimes, en les perpétuant tout en imposant aux pays pauvres, conjointement avec le FMI et la Banque mondiale, les « politiques d'ajustement structurel ». Celles-ci ne sont rien d'autre que l'austérité budgétaire perpétuelle, la destruction des droits du travail, des tissus économiques locaux et des services publics, et l'augmentation des prix des produits de base, tout cela au nom de la « bonne gouvernance », de la « transparence » sélective et de la « liberté d'entreprendre » qui doit s'imposer à toutes les autres libertés.

La domination française, mauvais génie de l'Afrique subsaharienne

Le franc CFA (monnaie des « colonies françaises d'Afrique », pudiquement renommé franc de la « communauté financière africaine »), instauré en 1939 dans l'empire colonial, et maintenu jusqu'à ce jour, est la monnaie imposée par la France à 14 pays d'Afrique occidentale et d'Afrique centrale, soumise désormais à la BCE. Cette monnaie, non directement convertible en dehors de la zone euro, empêche toute politique monétaire des Etats membres mais, par manque de réserves propres dans les pays concernés, les soumet néanmoins aux prêts du FMI et à ses plans d'ajustements structurels. Elle devrait commencer à être remplacée en 2022 par une nouvelle monnaie, « l'Éco », avec les mêmes caractéristiques.



Mais, pour comprendre l'importance de l'Afrique du point de vue économique, il faut regarder de plus près des groupes comme Total, Orano/Areva, Bolloré... qui sont propriétaires et producteurs en Afrique et dont l'armée et l'État français défendent les intérêts.

Les ressources naturelles de l'Afrique, notamment en pétrole et en minerais, furent, dès la fin du XIXe siècle, un des enjeux de la colonisation et de la Conférence de Berlin (1884-1885) qui organisa, notamment, le partage des régions sahariennes entre la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie. Plusieurs grands groupes français héritent aujourd'hui du travail de prospection et de ce partage colonial dont le poids a perduré après la décolonisation.

Ainsi le producteur/raffineur Total détient en Afrique (Angola et Nigeria en premier lieu, mais aussi Sénégal, Gabon, République du Congo et Cameroun) 25% de sa production et 18% de ses réserves de pétrole.

Le Groupe Bolloré possède 42 ports et 17 concessions de terminaux-conteneurs sur la côte africaine (Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, Gabon, Congo, Togo, Guinée) et 2700 kilomètres de voies ferrées. Par le groupe Socfin dont il est l'actionnaire principal, il possède aussi 2000 km² de terres de culture (palmiers à huile et hévéa) au Cameroun, au Nigeria et au Liberia.

Le Niger est le 4e producteur mondial d'uranium, dont la prospection et la production ont

été organisées par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA) dès les années 1950. Le pays est un des deux principaux sites d'extraction pour Orano/Areva qui vend à EDF la moitié de l'uranium nécessaire aux centrales nucléaires. En 1974, le président Hamani Diory fut renversé et tué lors d'un coup d'État mené avec la bénédiction de la France, alors qu'il cherchait à imposer au CEA d'indexer le prix de l'uranium sur celui du kWh pétrole.

Par ailleurs, les zones minières d'extraction de l'uranium sont situées dans la région d'Agadès, au nord-ouest du Niger dans une région touarègue. Les Touaregs sont écartés de toute souveraineté politique dans leur zone de vie, tant au Mali qu'au Niger, et écartés de la rente minière. C'est une des clefs principales des conflits au Sahel depuis de longues années et de l'opération Barkhane menée par l'armée française comme point avancée du « combat mondial contre le terrorisme » et pour défendre « nos valeurs de civilisation ». Là encore, la présence militaire française, qui devrait d'ailleurs se recentrer au Niger, sert de soutien aux intérêts d'Orano, alors que le gouvernement nigérien fait jouer sur le groupe français la pression des investisseurs chinois à la recherche de nouveaux contrats miniers.

Ces quelques exemples et le nombre de procès intentés en Afrique contre ces trois groupes ou d'autres comme Bouygues ou Orange (qui bénéficient de contrats léonins grâce au poids militaire et politique de la France) illustrent l'importance de l'Afrique pour les grands capitalistes français. Pour défendre ces intérêts, 8200 militaires français sont présents en permanence sur le sol africain, entre les forces de présence (Djibouti, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon) et celle de l'opération Barkhane.

En même temps, les gouvernements français successifs ont jalousement veillé à consolider des relations privilégiées avec les régimes autocratiques de Tunisie et du Maroc. La complicité des responsables politiques français de tous bords avec le « Makhzen » corrompu et policier de la monarchie marocaine est particulièrement éludée par les médias de notre pays. Les autorités françaises ont aussi tenté de maintenir le Liban dans l'orbite française en parrainant un système clanique et confessionnel institutionnalisé.

De plus, la France a reproduit ces rapports de domination coloniaux dans la situation imposée en France aux populations postcoloniales qui subissent les discriminations, l'idéologie raciste véhiculée depuis plusieurs siècles vis-à-vis des populations issues d'Afrique ou du Moyen-Orient. Bolloré, à la fois profiteuse en Afrique du système néocolonial et patron de médias en France (distillant la peur du « grand remplacement », avec des lignes éditoriales ultra-réactionnaires, illustrées par la promotion de Zemmour) est l'incarnation de cet équilibre — impérialisme à l'extérieur, discrimination, racisme et négationnisme à l'intérieur — qui caractérise une bonne partie des responsables politiques, du grand patronat, des patrons de médias, et de la haute hiérarchie militaire.

Au-delà, l'impérialisme français est l'un des fers de lance de la politique européenne de fermeture criminelle des frontières aux réfugiés et à toutes les migrants, assumant, avec des dispositifs toujours plus militaires autour de Frontex, de provoquer des milliers de noyades en Méditerranée, des accords pour l'externalisation de camps de réfugiés dans les pires conditions, et la réadmission forcée des refoulés hors d'Europe, par toutes les armes de la dépendance économique des pays du Sud.

La décolonisation n'est pas finie !

À la différence de la Grande-Bretagne qui ne garda après 1945 que quelques îles « névralgiques » en administration directe, la France a tenu à maintenir un contrôle direct sur les Antilles et La Réunion. En 1946, ces îles coloniales et la Guyane avaient été départementalisées. Le maintien dans le cadre de la France s'explique surtout pour l'État français par la situation géopolitique tant des Antilles que de La Réunion (tout comme Saint-Pierre-et-Miquelon, la Kanaky, les îles du Pacifique). Giscard d'Estaing a aussi détaché Mayotte des Comores, manipulant les résultats du référendum d'indépendance de 1974. Ce domaine permet à la France de pouvoir intervenir militairement sans délai en Amérique centrale comme dans le Pacifique ou l'Océan indien avec les « forces de la souveraineté », plus de 7000 hommes répartis entre la Kanaky, la Polynésie, La Réunion/Mayotte, les Antilles et la Guyane. De plus, toutes les « possessions » françaises font que la France possède le deuxième domaine maritime mondial après les USA. Certains, même à la gauche de l'échiquier politique, s'enorgueillissent de cet « empire où le soleil ne se couche jamais », qui permet même de développer la puissance spatiale de la France avec la base de Kourou en Guyane, après avoir transformé les îles de Polynésie en base d'essai nucléaire. C'est pourtant, là encore, un élément dans une politique où le complexe militaro-industriel et la diplomatie française disposent d'un levier pour des accords bilatéraux, une participation de la France à de multiples négociations régionales et un contrôle de nombreuses routes maritimes.

C'est donc bien une politique impérialiste qui oppose aux peuples de La Réunion, des Antilles, de la Kanaky et de la Guyane, un maintien colonialiste dans la République française. La Kanaky est aujourd'hui dirigée par un gouvernement de coalition d'organisations indépendantistes. La France veut essayer d'empêcher l'accès à l'indépendance kanak de cette île colonisée depuis 1853. Suite à l'émergence d'un mouvement indépendantiste puissant dans les années 1980, la France a tenté d'étouffer ce mouvement dans une île qui représente 14% de la surface maritime française, 20% des réserves mondiales de nickel... et la plus grande base militaire française du Pacifique. Macron prétend que la France par sa présence en Kanaky (et avec la Polynésie française et Wallis-et-Futuna) est « *une grande puissance dans la région Indopacifique* ». Pour Macron, cette terminologie désigne l'immense espace allant de Djibouti à la Polynésie française, essayant ainsi de donner à la France une place névralgique dans la politique visant à limiter l'influence chinoise en Asie et dans le Pacifique. Pourtant, l'annulation du contrat de vente de sous-marins à l'Australie et surtout la signature du partenariat de sécurité AUKUS (acronyme pour Australie, United Kingdom et USA) montre la marginalité de la France dans la région du point de vue des forces impérialistes occidentales. Cela renforce la crispation de la France qui, si elle « perdait » la Kanaky, perdrait un maillon névralgique de sa présence diplomatique et militaire dans cet immense espace (base militaire en 2020 de 1450 hommes en Kanaky, s'ajoutant aux 1450 à Djibouti et 900 en Polynésie, plus les bases navales de Djibouti, Abu Dhabi et Nouméa).

Aux Antilles, les békés et la haute administration française gardent la mainmise sur les secteurs essentiels de la vie économiques de l'île, mainmise dénoncée lors des grèves massives contre la « pwofitasyon » en 2009, ainsi que par les luttes contre le chlordécone, insecticide toxique et cancérogène utilisé par les grands producteurs bananiers et commercialisé par la grande famille béké Hayot, avec l'aval des autorités et des ministères de Chirac et Cresson en France de 1972 à 1993 (malgré son interdiction dans de nombreux pays depuis 1976) provoquant une pollution généralisée et l'explosion des cas de cancers de la prostate.

Aujourd'hui encore, en Méditerranée, la France s'obstine à ne pas reconnaître le droit à l'autodétermination du peuple corse, alors que l'Assemblée territoriale est, depuis 2015, composée majoritairement de partis indépendantistes.

Un impérialisme en déclin mais aux effets néfastes

Le rapport de forces de la France impérialiste s'est largement dégradé ces dernières décennies, accentué par la présence croissante de la Chine et de l'Inde en Afrique. La France, 5e puissance exportatrice mondiale — 3,5% des exportations en 2017, loin derrière la Chine (10,8%), les USA (10,2%) et l'Allemagne (7,6%) — est en même temps le pays d'Europe qui a le déficit du commerce extérieur le plus lourd (82,5 milliards d'euros en 2020), situation structurelle depuis près de 20 ans, la France cumulant les choix de désindustrialisation, de sous-traitance de production à l'étranger, de coupe claire dans la Recherche et le développement.

L'impérialisme français pèse néanmoins encore et joue un rôle d'intervention militaire, de soutien aux régimes confrontés aux mouvements populaires et démocratiques, notamment en Afrique, tout en protégeant les intérêts des grandes entreprises françaises.

L'exemple de Total en Birmanie est révélateur du soutien des grands trusts impérialistes à des régimes qui permettent le maintien de leur présence. Depuis la fin des années 1980, Total a mis lui-même au point, pour assurer son investissement dans un gisement gazier, un système de financement de la Tatmadaw (la junte militaire) par le biais de la MOGE, société d'hydrocarbures contrôlée par la junte. Le trust a aussi eu recours au travail forcé des paysanEs sur le chantier de son gazoduc Birmanie-Thaïlande, qui est au cœur du détournement des profits gaziers de l'État birman vers la MOGE. Après le putsch de février 2021 (alors que justement la Ligue nationale de la démocratie, dont le gouvernement civil a été renversé par la junte, voulait remettre en cause le contrôle du secteur des hydrocarbures, principal levier de financement de l'armée), ce montage continue et le gouvernement français n'a jamais cessé d'appuyer Total dans sa politique de soutien à la dictature et de peser pour amoindrir les sanctions vis-à-vis de la Birmanie dans le domaine gazier. De même, le groupe Accor qui a beaucoup d'intérêt dans l'hôtellerie de luxe en Birmanie a contribué en 2018 à construire des barrières de la honte empêchant les Rohingyas de revenir du Bangladesh dans leur pays.

Il faut souligner, en conclusion, la place particulière de l'industrie nucléaire et de l'industrie d'armement, puisque la France est le 3e exportateur d'armes (après les USA et la Chine), avec l'Égypte et l'Arabie saoudite comme principaux clients, le complexe militaro-industriel s'appuyant sur la présence des militaires français dans plusieurs zones d'opérations. Ces exportations, dans deux pays piliers de la politique pro-impérialiste au Moyen-Orient, vont de pair avec un soutien à la politique d'Israël, encore réaffirmé par l'invitation de Netanyahou en France et l'assimilation de l'antisionisme à l'antisémitisme par Emmanuel Macron. À noter, par ailleurs, la participation de Veolia et d'Alstom à la construction du tramway de Jérusalem dans les années 2000, traversant Jérusalem-Est et menant aux colonies israéliennes. L'État français, tout en suivant fidèlement la politique israélienne de Trump ces dernières années, a toujours apporté son soutien à cette participation, même si sous la pression des mobilisations Veolia a dû se retirer des tranches d'extension, mais Egis et Alstom continuent de collaborer à la maintenance du réseau.

Face à ces turpitudes, les anticapitalistes et tous les démocrates en France se doivent de

développer une solidarité en action avec les peuples opprimés et exploités, en particulier par notre propre impérialisme. Plus qu'un devoir moral, c'est une nécessité objective car nos intérêts sont communs avec ces peuples et non avec « nos » capitalistes ; intérêts communs pour mettre fin aux injustices, aux oppressions, à la corruption, à l'exploitation et au productivisme, et pour poser les bases de sociétés solidaires, donnant des droits égaux à toutes et tous, satisfaisant les besoins humains fondamentaux, émancipées et protégeant leur environnement.

Pour aller plus loin

[Saïd Bouamama, « Crise de l'impérialisme français en Afrique et processus de fascisation dans l'hexagone », 15 juin 2021.](#)

Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat, Thomas Borrel, Thomas Deltombe, *L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique*, Seuil, 2021.

FASTI, brochure « C'est quoi le colonialisme aujourd'hui ? », 2021.

[Claudio Katz, « La théorie classique de l'impérialisme »,](#) extrait de « Bajo el Imperio del Capital » 2011.

Claude Serfati, *Le militaire : une histoire française*, éditions Amsterdam, 2017.

Et pour les archivistes ou en collection numérique :

CEDETIM, *L'impérialisme français*, Petite collection Maspero, 1980.

*

Publié dans [L'Anticapitaliste](#) (novembre 2021, n°130).

Photo : [TM1972](#) / Wikimedia Commons.